Procès-verbal de l'assemblée communale des citoyennes et citoyens actifs de la commune Val-de-Charmey, du lundi 24 avril 2017 à 19h30, dans une salle de l'hôtel Cailler, convoquée par la Feuille officielle n° 14 du 7 avril 2017 et par l'Echo Val de Charmey n°14 du 5 avril 2017, ainsi que par affichage au pilier public.

Présidence M. Yves Page, Syndic
Secrétaire M. Jean-François Rime
Scrutateurs MM. Guy Perroud et Raoul Beaud
Présents: 54 citoyens (selon art. 9 de la Loi sur les communes)

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 décembre 2016, publié dans l'Echo Val de Charmey n° 50 du 28 décembre 2016 et à disposition sur le site www.val-de-charmey.ch
 2. Comptes 2016
 - 2.1 Comptes de fonctionnement 2016
 - Rapport de la commission financière
 - 2.2 Comptes d'investissement 2016
 - Rapport de la commission financière
 3. Renouvellement du mandat de l'organe de révision
 4. Approbation du nouveau règlement communal de police
 5. Divers
-

M. le Syndic. Mesdames et Messieurs bonsoir. Le Conseil communal et son administration vous souhaitent une cordiale bienvenue à cette première assemblée des comptes de la législature 2016-2021.

Cette présentation des comptes est spéciale, comme à chaque changement de législature, dans le sens que le Conseil communal présente les comptes se rapportant à un budget établi par l'exécutif de la législature précédente.

Merci aux médias, MM Godel et Rico, pour leur présence et pour l'intérêt porté à la commune Val-de-Charmey.

J'attire l'attention des personnes qui n'ont pas le droit de vote et leur demande de prendre place sur les chaises qui se trouvent au bord de la salle, contre la tenture.

Sans droit de vote également, Mademoiselle Aurore Maillard, résidente de Broc, Monsieur Stéphane Grandjean, comptable communal, résident de Botterens, et M. Nicolas Roschi, collaborateur technique résident de Crésuz.

Avant de débiter formellement l'Assemblée, sachez que celle-ci est comme d'habitude enregistrée pour des raisons de procès-verbal. Dans le cas où une citoyenne ou un citoyen désire intervenir, il vaudra bien attendre d'avoir un micro en main, puis d'indiquer prénom et nom, ceci pour assurer l'exactitude du procès-verbal. Merci d'avance.

Cette assemblée a été convoquée selon la loi, c'est-à-dire au moins dix jours à l'avance par un avis dans la feuille officielle, par un affichage au pilier public ainsi que par un avis et une information dans l'ECHO Val-de-Charmey n° 15 du 12 avril 2017.

Y-a-t-il des remarques concernant le mode de convocation ? Il n'y en a pas, je considère donc que l'assemblée peut valablement délibérer en suivant l'ordre du jour prévu. Nous passons donc au point 1. de l'ordre du jour.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 12 décembre 2016, publié dans l'Echo de Charmey n° 50 du 28 décembre 2016 et à disposition sur le site internet de la commune.

M. le Syndic : Est-ce-que quelqu'un en souhaite la lecture, ou y-a-t-il des questions ou des remarques concernant ce procès-verbal ? Cela n'est pas le cas. Je demande donc à celles et ceux qui acceptent ce procès-verbal de se manifester en levant la main.

Résultat du vote : le procès-verbal est à une très large majorité – 1 contre-proposition

2.1 Comptes de fonctionnement 2016 – rapport de la Commission financière

M. Etienne Genoud: Chers concitoyennes, chers concitoyens. Nous allons parcourir et commenter ensemble les comptes de la commune Val-de-Charmey pour l'année 2016. Ils ont été préparés par le comptable, M. Stéphane Grandjean, et l'Administrateur M. Jean-François Rime, étudiés et approuvés par le Conseil communal, soumis à notre organe de révision, la fiduciaire Revicor de Fribourg, et déclarés conformes aux prescriptions légales. Votre commission financière les a examinés en détails le 29 mars dernier, et son président, M. Henri Ding, fera son rapport tout à l'heure. Je vais commenter ces comptes de fonctionnement sans trop entrer dans les détails, en expliquant essentiellement les variations importantes par rapport aux comptes 2015 et au budget 2016. Nous suivrons le plan comptable qui compte 10 chapitres.

0/ Administration: Charge nette: Fr. 815'123.-

La charge nette est inférieure aux comptes 2015 et au budget 2016, mais la comparaison de certains éléments de ce chapitre avec les années précédentes et le budget 2016 est très difficile. Ceci est dû à un changement profond de la ventilation des charges sociales. Jusqu'au budget 2016, les charges sociales de tous les employés communaux grevaient le compte de l'administration générale. Lors du bouclage des comptes 2016, et suite à l'introduction d'un nouveau logiciel salaire, les charges sociales (AVS, assurance accident, assurance perte de gain...) sont directement imputées dans les chapitres concernés (par exemple le concierge et ses aides au chapitre de l'école, le personnel de l'édilité au chapitre 6 transports et communication). Les montants correspondent à la charge nette imputée à l'employeur.

De plus, certaines charges salariales ont également été ventilées dans les sous-chapitres respectifs, comme par exemple les coûts salariaux liés à l'aménagement du territoire.

L'interprétation de certains montants inscrits dans les comptes 2016 s'avère donc difficile.

Les principales charges de ce chapitre sont constituées par le traitement du personnel de l'administration et les jetons du conseil communal.

1/ Ordre public: Charge nette: Fr. 146'493.-

Cette charge est légèrement supérieure aux comptes 2015 mais largement inférieure de Fr. 57'000.- au budget 2016. Les positions les plus importantes sont:

- Notre participation à l'entente intercommunale Rive droite / Jogne des curatelles pour un montant d'un peu plus de Fr. 63'000.-, en diminution de Fr. 15'000.- par rapport à 2015, et
- Le service du feu intercommunal pour une charge nette d'environ Fr. 28'000.-, stable.

2/ Enseignement – Formation: Charge nette: Fr. 2'515'124.-

La charge nette est d'environ Fr. 140'000.- inférieure au montant inscrit aux comptes 2015. En arrondissant les montants, la charge totale de Fr. 2'515'000.- se décompose de la manière suivante:

- Fr. 182'000.- pour l'école enfantine
- Fr. 1'777'000.- pour le cycle scolaire obligatoire
- Fr. 19'000.- pour l'accueil extrascolaire
- Fr. 376'000.- pour les écoles spécialisées
- Fr. 35'000.- pour la formation professionnelle et
- Fr. 126'000.- pour l'administration scolaire (commission scolaire, personnel de conciergerie, chauffage, électricité, chauffage des bâtiments)

3/ Culte – Culture – Loisirs: Charge nette: Fr. 663'269.-

Environ Fr. 187'000.- sont dédiés à la culture, dont notre participation au musée pour un peu plus de Fr. 80'000.-, notre participation au conservatoire pour Fr. 42'000.-, le soutien aux spectacles pour Fr. 30'000.-, soit Fr. 15'000.- pour Festycharme et Fr. 15'000.- pour le spectacle de rue Ruez-vous. Ces montants figurent dans le budget 2017 que vous avez voté le 12 décembre 2016 au chapitre 83 « Tourisme », et non plus au chapitre 3 « Culture ». Ils concernent également le soutien aux activités de nos sociétés à but culturel pour Fr. 17'000.-, notre participation à la salle CO2 pour Fr. 7'200.-, et le soutien à l'association des amis de la forge pour Fr. 5'000.-.

Concernant les chemins pédestres et l'entretien des parcs publiques et bordures, la charge nette s'élève à environ Fr. 87'500.-. Un planning annuel d'entretien est mis à jour chaque année, et le programme s'est poursuivi en 2016.

Le sous-chapitre 342, Centre de Sports et Loisirs, présente une situation réjouissante. Le déficit global d'exploitation a passé de Fr. 405'500.- en 2015, à Fr. 372'500.- en 2016. Le travail du nouveau gestionnaire, M. Guy Perroud, mis en place en mars 2016, commence à porter ses fruits. Les entrées piscine, minigolf, fitness, écoles et Lagon Bleu ont passé de Fr. 397'000.- en 2015, à Fr. 433'500.- en 2016. Les produits de la buvette sont également en augmentation, Fr. 97'000.- en 2015 et Fr. 107'000.- en 2016. La participation de l'AISG (Association Intercommunale Sports en Gruyère) au déficit d'exploitation de la piscine uniquement a été comptabilisée à raison d'environ Fr. 144'000.-.

4/ Santé: Charge nette: Fr. 758'760.-

Ce chapitre est en diminution d'environ Fr. 33'000.- par rapport aux comptes 2015. Il s'agit uniquement de charges liées fixées par le canton ou le district. Les principales dépenses arrondies sont les suivantes:

- Fr. 95'000.- pour les hôpitaux
- Fr. 367'000.- pour les soins dans les homes médicalisés. Ce montant ne concerne que les soins, donc notre part à leur financement par le canton. Les frais d'exploitation du home figurent au chapitre suivant « Affaires sociales », et enfin
- Fr. 293'000.- pour les soins ambulatoires, les soins à domicile qui sont centralisés au niveau du district

5/Affaires sociales: Charge nette: Fr. 1'323'411.-

La charge nette de ce chapitre est en augmentation de plus de Fr. 120'000.- par rapport aux comptes 2015. C'est le seul chapitre dont les charges ont augmenté par rapport aux comptes 2015 et au budget 2016.

Les principaux postes:

- notre participation aux institutions spécialisées pour personnes handicapées pour un montant de Fr. 570'000.-, en augmentation de Fr. 10'000.- par rapport aux comptes 2015. Il s'agit d'une charge cantonale totalement liée
- l'aide sociale pour Fr. 433'500.-, en augmentation de plus de Fr. 55'000.- par rapport aux comptes 2015. L'aide sociale est centralisée au niveau du district
- notre participation au home pour un montant de Fr. 270'000.-, en augmentation de plus de Fr. 50'000.- par rapport aux comptes 2015. Cette augmentation provient du nombre de résidents provenant de la Commune Val-de-Charmey, pour lesquels nous devons payer les frais financiers. Pour les résidents qui proviendraient d'une commune extérieure à notre association intercommunale, par exemple Bulle, c'est cette commune qui paie à notre home les frais financiers.

6/ Transports et communications: Charge nette: Fr. 2'055'595.-

Comme vous le voyez, il y a un écart de Fr. 870'000.- entre les comptes 2015 et 2016. Cette augmentation est due pour Fr. 104'000.- à un meilleur entretien des routes communales, à l'achat d'un silo à sel pour Fr. 26'000.-, l'équipement du bâtiment édilitaire des Fornys pour Fr. 10'000.-, et une plus forte participation aux routes alpestres pour Fr. 25'000.-, mais essentiellement par le passage au compte de fonctionnement de tout soutien financier à l'exploitation des remontées mécaniques, comme l'a recommandé le SCom.

Les principales charges de ce chapitre sont les suivantes:

- les routes communales pour Fr. 1'020'000.-. Ce sous-chapitre comprend le traitement du personnel édilitaire pour Fr. 325'000.-, stable, l'entretien des routes pour Fr. 135'000.-, le déblaiement hivernal pour Fr. 100'000.-, notre participation aux routes alpestres pour Fr. 55'000.- et, pour l'anecdote, notre participation au fonds fédéral des infrastructures ferroviaires pour un peu plus de Fr. 15'000.-!
- Le trafic régional pour Fr. 1'010'000. Dans ce sous-chapitre, nous retrouvons le soutien financier à l'exploitation des remontées mécaniques pour Fr. 900'000.-, alors qu'il est de Fr. 700'000.- au budget 2017

7/ Protection – aménagement – environnement: Charge nette: Fr. 426'146.-

Les charges des sous-chapitres principaux du chapitre 7 sont équilibrées. Les taxes perçues sont des taxes causales, appliquées selon les règlements communaux en vigueur pour l'eau potable, les eaux usées et les déchets.

Pour l'approvisionnement en eau, charges et produits représentent env. Fr. 505'000.-, et pour la protection des eaux Fr. 508'000.-. Le sous-chapitre déchets est quant à lui déficitaire de l'ordre de Fr. 60'000.-, mais en diminution de Fr. 17'000.- par rapport au budget.

Le sous-chapitre 74, «Cimetière», présente un déficit de Fr. 37'000.-, en augmentation de Fr. 12'000.-, suite à des entretiens non-prévus.

Le sous-chapitre 77 «Développement durable » comprend notre participation au PNR qui s'élève pour 2016 à Fr. 27'670.-.

Le sous-chapitre 79 quant à lui, «Aménagement du territoire», présente une charge nette de Fr. 190'000.-, supérieure d'environ Fr. 40'000.- au montant inscrit au budget. Cet écart résulte d'une nouvelle ventilation comptable des coûts salariaux inhérents aux tâches de l'aménagement du territoire qui ne figurent plus sous le chapitre «Administration».

8/ Economie: Charge nette: Fr. 410'341.-

Ce chapitre concerne l'agriculture, les forêts et le tourisme. La charge nette de ce chapitre est en ligne avec les comptes 2015 et le budget 2016.

Pour le tourisme, la charge nette est en augmentation de Fr. 31'000.- et se monte à Fr. 315'000.-. Les montants les plus importants sont:

- Fr. 195'000.- de subventions au développement (Fr. 85'000.- à l'ATG comme commune pôle touristique, et Fr. 110'000.- à l'AT3C)
- Fr. 28'000.- de cotisation annuelle à la Gruyère Tourisme, comme les 24 autres communes de la Gruyère
- Fr. 55'000.- comme contribution aux activités touristiques (Fr. 45'000.- pour la patinoire et Fr. 10'000.- pour la Gruyère Cycling)

90/ Finances-impôts: Revenu net: Fr. 10'266'757.-

Venons-en aux impôts communaux, sujet douloureux pour chacun d'entre nous, mais bienfaisant pour le responsable des finances. Les recettes fiscales communales nettes 2016 s'élèvent à Fr. 10'266'757. Il a été établi sur la base des comptes 2015 et des recommandations du Service Cantonal de Contributions (SCC). Depuis 2016, nous différencions entre les rentrées fiscales de l'année en cours, et celles des années précédentes. L'apport principal provient de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour un montant de l'ordre de Fr. 6'000'000.-, suivi par la contribution immobilière pour environ Fr. 1'300'000.-.

930/ Péréquation financière intercommunale : Revenu net : Fr. 76'535.-

L'Indice de Potentiel Fiscal (IPF) communal est redéfini chaque année par le canton. Il s'agit d'un paramètre important influençant le calcul des différentes charges liées. Il sert également de base à l'évaluation de la péréquation des ressources et de celle des besoins. Pour 2016, Val-de-Charmey a touché Fr. 6'292.- de la péréquation des ressources et

Fr. 70'243.- de la péréquation des besoins, ce qui représente donc une recette totale de Fr. 76'535.-.

9/ Finances-impôts: Recettes nettes: Fr. 9'118'806.-

Tout le chapitre 9 offre des recettes nettes de Fr. 9'118'806.-. Il comprend, en plus des impôts et de la péréquation financière intercommunale, la gérance de la fortune et des dettes qui rapporte Fr. 38'000.-, la gestion des immeubles et des alpages du patrimoine financier qui coûte Fr. 25'000.-, et Fr. 1'203'700.- d'amortissements supplémentaires en plus des amortissements obligatoires de Fr. 782'425.60. En résumé, le chapitre Finances – Impôts apporte des revenus nets de Fr. 9'118'806.-, en augmentation d'environ Fr. 260'000.- par rapport au budget 2016.

Détail des amortissements supplémentaires
TOTAL Fr. 1'203'700.95

Ouvrages Génie Civil 2C	734'958.-
Subvention Vielle Forge	149'999.-
Routes communales et forestières	135'000.-
Eclairage	65'000.-
Accompagnement Etude Touristique	64'800.-
Forêts Cerniat	37'944.-
Divers	16'000.-

Quelques chiffres des comptes 2016

Résultat avant amortissements	1'990'671.-
Amortissements obligatoires	782'426.-
Amortissements supplémentaires	1'203'701.-
Résultat final de l'exercice	4'544.-

Rapport de la commission financière

M. Henri Ding, Président: Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, Mesdames et Messieurs, bonsoir.

La commune a transmis les comptes 2016 à la CF en date du 22 mars 2017 aux fins d'examen. Elle a participé à une unique séance de lecture de ces comptes en date du 29 mars au cours de laquelle elle a soumis MM. le Syndic et le Vice-syndic, ainsi que le comptable de la Commune, à la question sur de nombreuses positions de ces comptes. Au terme de cette séance, la CF a délibéré à huis clos afin d'arrêter ses conclusions. Elle a finalement adopté ce rapport en procédant par échanges de courriels.

Précisons ici que, dans le cadre de l'examen des comptes communaux, la mission de la CF se limite essentiellement à s'assurer que les dépenses de fonctionnement et d'investissement annuelles sont conformes à celles prévues dans le budget accepté par l'Assemblée communale et donc, que d'éventuelles dépenses devant faire l'objet d'une décision spéciale ont été régulièrement soumises à l'assemblée et dûment votées entretemps. L'examen formel des comptes et le respect des dispositions légales cantonales relèvent quant à eux de la vérification des comptes effectuée par Revicor Consulting à Fribourg.

Conformément à l'art. 95 al. 5 LCo, l'assemblée communale doit être informée du résultat de la révision des comptes. Le rapport de Revicor Consulting SA ayant été publié in extenso dans l'Echo de Val-de-Charney du 12 avril dernier, je me bornerai donc à vous donner connaissance de ses conclusions, à moins que quelqu'un dans la salle n'en demande sa lecture intégrale, ce qui ne semble pas être le cas.

Voici donc les conclusions de la fiduciaire : selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 sont conformes à la loi sur les communes, ainsi qu'aux principes de comptabilité publique fixés par le Conseil d'Etat. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision, de connaissances techniques et d'indépendance conformément à la loi sur les communes et au règlement d'exécution de la loi sur les communes, et qu'il n'existe en fin de compte aucun fait incompatible avec notre indépendance. Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis avec un total du bilan de Fr. 22'729'339.04 et un excédent de produits de fonctionnement de Fr. 4'544.07. La conclusion est signée Markus Jungo, expert-comptable diplômé, expert-réviseur agréé, réviseur responsable, et Mme Estelle Jaunin, experte-comptable diplômée, expert-réviseur agréé.

Selon l'art. 97 al. 1 lit. c^{bis}) la CF est également appelée à prendre position sur le rapport de la fiduciaire. Ayant pris part le 21 mars 2017 à la séance de clôture de la révision, je peux personnellement assurer que la fiduciaire remplit son mandat de façon scrupuleuse et qu'elle est en mesure de garantir, dans la limite des contrôles effectués, que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux principes de comptabilité publique fixés par le Conseil d'Etat.

2. Comptes 2016

2.1 Compte de fonctionnement 2016

La CF a examiné avec attention le compte de fonctionnement 2016 qui présente un bénéfice de Fr. 4'544.07 alors que le budget prévoyait un déficit de Fr. 790'000.00.

L'excédent de recettes du compte de fonctionnement 2016, hors amortissements, se monte à Fr. 1'990'671.-

Dont il y a lieu de déduire :

la charge des amortissements obligatoires, conformément au contrôle de l'endettement du SCom Fr. 782'426.-

Résultat ordinaire de l'exercice 2016 Fr. 1'208'245.-

moins les amortissements supplémentaires pratiqués sur diverses valeurs du bilan Fr. 1'203'701.-

Le résultat final s'élève donc à Fr. 4'544.-

L'écart significatif de près de 2 mio Fr. (en chiffre rond) entre les comptes 2016 et le budget de fonctionnement 2016 provient, d'une part d'une augmentation des revenus de Fr. 880'000 due à un rendement de l'impôt meilleur que prévu (impôt en partie estimé), et d'autre part de charges ordinaires de Fr. 1'118'000 moins importantes que prévues. Cet écart global de Fr. 1'998'000 a ainsi dégagé la ressource nécessaire pour les amortissements supplémentaires de Fr. 1'203'701, tout en résorbant le déficit budgétisé.

Les amortissements supplémentaires ont portés sur des valeurs immatérielles du bilan (contribution unique à la Vieille Forge, solde de la contribution à l'étude touristique Fischer) ainsi qu'à des remises en état importantes d'ouvrages de génie civil. Ces amortissements constituent un premier assainissement du bilan en prévision de l'introduction, à l'horizon 2020, du nouveau Modèle de compte harmonisé 2 (MCH2) imposé par le canton. La CF salue cette décision de l'Exécutif communal qui contribue à clarifier diverses positions du bilan.

Dans le cadre du compte de fonctionnement, le CSL reste une affaire à suivre ces prochaines années! Mais il est réjouissant de relever ici que l'implication de M. Guy Perroud à son poste de responsable de cette structure a déjà porté des fruits. Le déficit est descendu en 2016 au-dessous de la barre des Fr. 400'000.-, notamment en raison d'une meilleure rentabilité de la buvette et d'un contrôle efficace des entrées payantes. Cette tendance réjouissante demande naturellement à être confirmée à l'avenir.

La CF préavise favorablement le compte de fonctionnement 2016.

M. le Syndic: Merci à M. Ding ainsi qu'à toute l'équipe de la commission financière. J'ouvre maintenant la discussion.

M. Jean-Pierre Thürler: Concernant les comptes 2016, à titre personnel, j'adresse des remerciements au Conseil communal pour sa bonne gestion. J'aurais une question et une remarque, puis une question d'ordre général. Première question: peut-on connaître l'endettement communal par habitant? Deuxième remarque au niveau du CSL. Ce qui m'étonne dans votre message, c'est que vous parlez essentiellement de l'augmentation des recettes, mais vous ne parlez pas de l'augmentation des dépenses. Pour une prochaine fois, il serait souhaitable d'avoir plus de clarté dans ce chapitre. Concernant le résultat financier général, même si on peut s'en réjouir, les deux derniers exercices ou peut-être davantage ont montré des résultats comptables très importants qui ont permis de pratiquer à des amortissements supplémentaires qui dépassent le million. C'est bien pour la dette, mais à la lecture de ces chiffres, on peut s'interroger sur le plan quinquennal qui nous a été présenté l'automne dernier. Je considère ce plan comme étant quelque peu alarmiste à la lecture des

comptes que vous nous citez ce soir. Dans ce sens, j'aimerais connaître, dans la mesure du possible, les intentions du Conseil communal sur la manière d'aborder les prochains investissements. Il y en a un qui est très attendu, c'est celui du parking du Récard avec la route de desserte de la Petite Fin, et peut-être d'autres investissements encore que j'ignore ou que l'assemblée ignore. Pour moi, vu l'importance de ces résultats, l'autorité communale doit intensifier les investissements. Si tel n'est pas le cas, alors, le responsable des finances a parlé d'une facture douloureuse, est-elle prévue à la baisse les prochaines années ? J'en doute en fonction de l'école notamment. La question doit se poser entre les deux paramètres, intensifier les investissements ou discuter de la cote d'impôts, sachant aussi que la contribution immobilière a augmenté de quelque 30% lors de la fusion. Je n'attends pas de réponse ce soir, mais il est légitime de se poser ce genre de questions. On ne doit pas rester dans cet état linéaire et dégager année après année des résultats aussi importants tout en limitant les investissements.

M. Stéphane Grandjean: Le total de la dette au bilan se monte au 31 décembre 2016 à Fr. 12'768'469.-, divisé par 2'444 habitants, correspond à Fr. 5'224.- de dette par habitant. Il s'agit bien là de l'endettement brut. Au niveau du SCom, ils font un autre calcul avec l'endettement net. L'endettement net par habitant au 31.12.2015, les chiffres de 2016 ne sont pas encore connus, s'élevait pour la commune Val-de-Charmey à Fr. 1'362.-, la moyenne des communes fribourgeoises étant à Fr. 1'687.-.

M. Yves Page : Nous avons donc réussi à diminuer légèrement notre dette par habitant. Concernant le CSL, vous avez raison, nous faisons face également à l'augmentation de certaines charges, charges du personnel en particulier. Ces charges résultent de l'introduction d'une nouvelle norme au niveau de la sécurité et de la surveillance des bassins. Par rapport à votre appréciation du plan financier alarmiste, non, le plan financier n'était pas alarmiste. Il répondait simplement aux chiffres connus lors de son établissement. Maintenant, je pense que vous l'avez compris, la fiduciaire Revicor nous demande de prévoir un peu plus d'impôts à encaisser sur les années précédentes. Jusqu'à maintenant, on peut dire que la commune était un peu plus prudente dans les estimations d'encaissement, car il ne s'agit pas d'argent qui se trouve dans les caisses. Revicor nous a demandé de changer de système. Le comptable et la fiduciaire nous assurent avoir pris toutes les mesures pour éviter toute mauvaise surprise. Je suis persuadé qu'il n'y en aura pas, mais c'est une modification de calcul qui a une répercussion positive sur le résultat des comptes 2016. Quant aux années à venir, vous avez raison, il y a des investissements très importants qui sont prévus. Je pense à la construction du complexe scolaire et associatif, les travaux au Village d'en Haut, le parking du Récard et la route de desserte de la Petite Fin, la traversée du village... Il s'agit de projets extrêmement importants et très coûteux qui conditionneront bientôt la comptabilité communale. Nous présenterons un nouveau plan quinquennal actualisé lors de la prochaine assemblée du budget en novembre/décembre prochain.

M. le Syndic : Puisqu'il n'y a plus de question, je demande à celles et à ceux qui sont d'accord d'approuver les comptes de fonctionnement 2016 tel que présentés, de bien vouloir le faire par main levée

Résultat du vote : les comptes de fonctionnement 2016 sont acceptés à l'unanimité

2.2 Comptes d'investissement 2016 – rapport de la Commission financière

M. Etienne Genoud:

1/ Ordre public

Un montant de Fr. 450'000.- concernant l'acquisition d'un tonne-pompe avait été mis au budget. Le crédit avait été voté lors de l'assemblée communale du 14 décembre 2015. Le projet a pris un peu de retard, car une procédure de marché public a été engagée, suite à la volonté de plusieurs corps de sapeurs-pompiers du canton de Fribourg de s'équiper d'un tonne-pompe. Finalement, l'acquisition se fera courant 2017.

2/ Enseignement – Formation: Charge nette: Fr. 596'167.-

Un montant de Fr. 780'000.- avait été voté le 15 décembre 2014 en faveur du complexe scolaire et associatif. Il se détaillait de la manière suivante:

- Fr. 200'000.- pour l'acquisition du terrain Grossrieder et de l'ancien abattoir, montant qui figurait à l'investissement 2015
- Fr. 80'000.- pour l'acquisition du terrain Alessi
- Fr. 500'000.- pour un crédit d'étude du nouveau complexe scolaire

Le montant de Fr. 596'167.- inscrit aux comptes 2016 correspond aux positions arrondies suivantes:

- Échange terrain de M. Claude Chappalley pour Fr. 10'600.-
- Achat terrain de Mme Alessi pour Fr. 72'700.-
- Complexe scolaire pour Fr. 512'900.-

3/ Culte – Culture – Loisirs: Charge nette: Fr. 219'068.-

Le budget 2016 de Fr. 225'000.- se composait de 2 montants:

- Fr. 150'000.- de subvention versée à l'Association des amis de la Forge, le montant a été versé. Il est déjà amorti dans les comptes 2016 dans les amortissements supplémentaires
- Fr. 75'000.- pour une rénovation des installations du CSL. Les coûts se sont finalement élevés à Fr. 69'068.-

6/ Transports et communications: Charge nette: Fr. 631'537.-

Le montant budgété de Fr. 1'150'000.- était composé essentiellement par l'aménagement de la place de la télécabine pour Fr. 1'000'000.-. Les factures comptabilisées au 31.12.2016 se montent à Fr. 622'894.-, le solde sera payé sur 2017. Bonne nouvelle, selon toute vraisemblance, les coûts seront inférieurs au budget.

Nous retrouvons dans ce chapitre également les frais engagés concernant l'éclairage pour un montant de Fr. 62'858.-. Un crédit de Fr. 280'000.- avait été voté le 10 février 2014. Le solde du crédit voté d'environ Fr. 97'000.- sera engagé en 2017.

Les Fr. 61'120.- inscrits aux recettes proviennent essentiellement de l'aide reçue du «Patenschaft» (parrainage suisse pour les communes de montagne) dans le cadre des travaux de protection de chutes de pierres sur la route de Cerniat.

7/ Protection – aménagement – environnement: Recettes nettes: Fr. 245'194.-

Les charges concernent essentiellement le solde des travaux de la conduite de liaison d'eau potable Charmey-Cerniat.

Les revenus proviennent en grande partie de la facturation des charges de préférence (taxes de raccordement) selon le nouveau règlement communal sur la distribution d'eau potable.

8/ Economie: Charge nette: Fr. 105'206.-

La charge nette est composée de deux montants:

- Fr. 40'406.- pour le projet d'embellissement «Enjoy Switzerland», et
- Fr. 64'800.- pour le solde des honoraires de l'étude touristique Fischer

9/ Finances-impôts: Charge nette: Fr.281'255.-

Au chapitre 942 « Immeubles patrimoine financier », les charges se montent à Fr. 283'095.-, achat du terrain de la Delèze pour l'essentiel, et solde des rénovations de l'appartement dans la maison Mossu.

Pour récapituler, les charges nettes d'investissement budgétées se montaient à Fr. 1'968'000.- et les charges effectives se sont élevées à Fr. 1'588'039.-, montant reporté dans les différents postes de l'actif du bilan.

Rapport de la commission financière

M. Henri Ding, Président

2.2 Compte des investissements 2016

Sans entrer dans les détails déjà présentés, selon lesquels ce compte des investissements présente des dépenses de Fr. 2'256'415.- et des recettes de Fr. 668'376.-, nous pouvons dire que le suivi des investissements instauré par la comptabilité communale révèle que la politique d'autofinancement des investissements a été poursuivie en 2016. Seuls le crédit d'étude et l'achat de terrain pour le complexe scolaire ont été financés par l'emprunt. Les autres investissements votés par cette assemblée et réalisés durant cet exercice 2016 ont tous été autofinancés par la commune. Cela signifie que les charges financières d'intérêts énoncées en assemblée n'ont pas été engagées.

Afin d'avoir une vision intégrale de ce volet important de la gestion des affaires communales, la CF a émis le vœu que la commune établisse dorénavant un état annuel des investissements votés par l'assemblée communale qui n'en sont qu'au stade de l'étude, voire en attente de réalisation ou en souffrance.

La CF préavis favorablement ce compte d'investissements.

M. le Syndic : Merci M. Ding. Y-a-t-il des questions ? Cela ne semble pas être le cas. Je demande donc à celles et à ceux qui sont d'accord d'approuver les comptes d'investissement 2016 tel que présentés, de bien vouloir le faire par main levée

Résultat du vote: les comptes d'investissement 2016 sont acceptés à l'unanimité

3. Renouvellement du mandat de l'organe de révision

M. Henri Ding, Président de la Commission Financière: La première révision des comptes effectuée par Revicor Consulting SA a été effectuée en 2013 auprès des communes de Charmey et Cerniat. Le mandat a été reconduit à la même société pour la révision des comptes 2014 à 2016 par l'assemblée communale du 25 juin 2014. Revicor SA a ainsi exercé son mandat durant un total de 4 années. Selon l'art. 98 al. 2 LCo, je cite : « l'organe de révision est désigné pour le contrôle d'un à trois exercices. Une ou plusieurs reconductions sont possibles. Toutefois, la durée du mandat d'un organe de révision ne peut excéder six ans consécutifs », fin de citation. Il s'ensuit donc qu'une reconduction de ce mandat n'est envisagée que pour une durée de deux ans.

Au cours de ma participation à la séance de clôture de la révision, j'ai pu me convaincre, et convaincre mes collègues de la CF, des compétences et de la rigueur de la fiduciaire Revicor Consulting SA. Sur le plan du coût de sa prestation, Revicor SA avait obtenu le mandat pour 2013 suite à un appel d'offres auquel avaient répondu 4 sociétés fiduciaires, le sien s'étant révélé le plus avantageux. L'offre actuelle reçue par la CF est parfaitement en conformité avec le coût de ses interventions passées.

C'est pourquoi la CF propose à l'assemblée de reconduire le mandat de la fiduciaire Revicor Consulting SA pour les deux années 2017 et 2018.

Au terme de son préavis, la CF ne saurait se passer de remercier l'Exécutif, l'Administrateur, le comptable ainsi que le personnel communal pour la documentation fouillée et précise qu'il a mise à sa disposition pour l'exercice de sa fonction. Il relève également l'esprit d'ouverture et de franchise qui a constamment présidé à leurs rapports.

M. le Syndic : Merci M. le Président. Y-a-t-il des questions ? Cela ne semble pas être le cas. Je demande donc à celles et à ceux qui acceptent de renouveler le mandat de l'organe de révision Revicor pour les années 2017 et 2018 de bien vouloir le faire par main levée

Résultat du vote: le mandat est renouvelé pour deux années (2017-2018) à l'unanimité

4. Approbation du nouveau règlement communal de police

Ce point relève du dicastère Sécurité & Culture, je donne donc la parole à Madame Gabriella Richoz qui se référera à Monsieur Nicolas Roschi pour les questions techniques.

Mme. Gabriella Richoz : Je vais vous présenter le nouveau règlement communal de police que vous avez pu consulter dans l'Echo Val de Charmey. Suite à certaines remarques de citoyens, nous avons apporté quelques petites modifications au règlement. Ces modifications seront expliquées durant la présentation qui va suivre.

Le règlement de police fixe les prescriptions de police administrative de la compétence de la commune, ainsi que les dispositions prises en application de la législation cantonale régissant le domaine public, les routes et la circulation routière. Il fixe également l'organisation, la procédure, les mesures administratives et les dispositions pénales applicables en la matière. Il s'applique sur l'ensemble du territoire de la commune. Le

Conseil communal est compétent pour désigner les organes d'application, soit des agents communaux, soit des tiers.

Eléments principaux du règlement :

1. Utilisation des biens du domaine public :

> **Usages du domaine public** : usage libre des choses du domaine public prévues à l'usage commun, dans les limites de leur destination – exemple : place de jeux, trottoirs, etc.

> **Autorisations et concessions** : sont notamment soumis à autorisations ou concessions l'installation de caravanes, le stationnement de véhicules, les installations de chantier, les manifestations publiques, ... Je vous laisse également prendre connaissance de la distinction entre les notions de taxe et d'émolument

> **Stationnement** : un concept de stationnement à durée limitée prévoit les répartitions suivantes : stationnement à courte durée (Rue du Centre, Village d'en Haut), stationnement à durée moyenne (parkings de la Télécabine et des Bains), stationnement à longue durée (futur parking du Récard).

Si des taxes maximales sont prévues dans le règlement, la tarification effective du stationnement restera à définir par le Conseil communal.

2. Prescriptions spéciales régissant le comportement des administrés :

> **Ordre public** : Interdiction, par un comportement inadéquat, de provoquer des désordres ou d'autres nuisances sur le domaine public (exemple : jeter des objets d'un immeuble sur la voie publique ou sur des personnes). Vous voyez sur la diapositive à l'écran que le paragraphe qui disait, je cite « les mineurs ne peuvent fréquenter les places publiques durant la nuit que s'ils sont accompagnés d'adultes » fin de citation, a été supprimé.

> **Tranquillité publique** : Interdiction de provoquer des nuisances sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité publique. Exemples : faire du bruit sans nécessité sur le domaine public durant la nuit ; utiliser des appareils bruyants (tondeuse à gazon, tronçonneuse, ventilateur, etc.) les dimanches et jours fériés, durant la nuit et durant la pause de midi. Certains cas d'exception sont réservés.

> **Sécurité et salubrité publiques** : Interdiction de mettre en danger la sécurité et la salubrité publiques, la vie, la santé et les biens des administrés par un comportement inadéquat. Exemples : laisser de la glace sur des toits surplombant le domaine public ; tirer des coups de feu sans l'autorisation de la Police cantonale ; uriner ou déposer des immondices sur le domaine public ; repousser de la neige sur la voie publique.

Mesures administratives

L'autorité compétente retire les autorisations accordées lorsque leurs titulaires ne remplissent plus les conditions de leur octroi ou contreviennent gravement aux dispositions de la législation.

Les violations aux prescriptions peuvent faire l'objet d'avertissements ou d'amendes pénales de droit communal.

Sanctions pénales

Les infractions au règlement peuvent donner lieu à des amendes d'un montant de 20 à 1'000 francs ou, selon le cas d'espèce, de travaux d'intérêts généraux. De plus, un montant de 20 à 500 francs au maximum est perçu à titre d'émolument de justice.

Les administrés peuvent requérir de l'autorité communale de police un certificat de mœurs.

Voilà Mesdames et Messieurs l'information que le Conseil communal désirait vous donner sur ce règlement de police. Avant de passer aux questions, je tiens encore à préciser que :

- Cet outil ou ce règlement est indispensable aujourd'hui pour mettre en place les règles de vie d'une commune de la grandeur et importance de Val-de-Charmey
- Les réglementations fédérales et cantonales nous imposent des marches à suivre toujours plus précises
- Comme vous pouvez vous en rendre compte, un tel règlement n'a pas pour but de « chicaner » le citoyen, mais au contraire de permettre une équité de traitement et un respect des droits de chacun.

M. Gilbert Jacquat: Lorsque vous parlez du parking des Bains, vous sous-entendez la partie de celui-ci appartenant à la commune ?

Mme Gabriella Richoz: Oui tout à fait, vous avez raison. Nous ne parlons que de la partie communale.

M. Paul Grossrieder: Qui est responsable du respect du règlement communal de police ? Qui est autorisé à rapporter des violations de ce règlement ?

M. Nicolas Roschi: Le responsable est, et reste toujours le Conseil communal qui est l'autorité communale de police. Vous avez vu sur une diapositive précédente les délégations de compétence. L'autorité communale, qui est responsable de toutes les décisions qui se prendront par le biais de ce règlement de police, nomme les agents communaux qui sont membres du personnel communal pour effectuer les contrôles. Par contre, le Conseil communal se laisse également la possibilité de mandater des tiers, c'est-à-dire des entreprises de sécurité par exemple.

M. le Syndic: J'aimerais apporter une précision. L'idée n'est pas que la commune engage du personnel pour contrôler ce que l'on fait dans notre village. Par contre, on aura la possibilité, lors de certaines manifestations, ou lorsque le village est saturé parfois, de demander à des Securitas de faire certains contrôles sur une ou deux journées.

M. Jean-Pierre Thürler: Vous avez parlé d'heures de repos ou de repas ?

Mme Gabriella Richoz: Nous parlons bien d'heures de repos.

M. Nicolas Roschi: Les heures de repos comprennent les heures de repas. Le Conseil communal a finalement décidé de fixer les heures de repos les dimanches et jours fériés, et du lundi au samedi de 12h00 – 13h00, et durant la nuit de 22h00 – 06h00. Ceci est valable dans le cas du domaine privé communal et du domaine public communal. Une clause a été

ajoutée, article 20 lettre f, des exceptions peuvent être autorisées par l'autorité communale de police.

M. Jean-Pierre Thürler: Nous sommes dans un village résidentiel dont la démographie a fortement évoluée. Les infrastructures de parking sont stables depuis un certain nombre d'années. Nous parlons aujourd'hui d'un règlement de police dans lequel va figurer des taxes de parage à Fr. 3.- de l'heure maximum. J'essaie d'attirer l'attention du Conseil sur ce montant que j'estime excessif. Nous sommes un village à vocation touristique. Imaginez-vous un touriste qui reste 7-8 heures par jour sur un de nos parkings, la même problématique existe pour des personnes travaillant au village et qui devront parquer leur véhicule toute la journée sur un parking payant à Fr. 3.- de l'heure, je vous laisse imaginer la facture salée au bout du mois. La question que je me pose, et je n'ai pas de solution, et j'attire l'attention du Conseil communal, la facture est chère et je le répète, le montant de Fr. 3.- est exagéré. Si ce règlement devait être approuvé ce soir, je demanderais qu'on donne la compétence au Conseil communal de revoir sa position par rapport à ce tarif maximal qui me paraît exagéré.

Autre question, puisqu'on ressent bien dans votre présentation que vous n'avez pas de solution de parage. On travaille un peu à vue, ce que je peux comprendre. Dans ce contexte-là, comme ce règlement est exécutoire selon la décision de l'assemblée communale de ce soir, je demanderais que l'entrée en vigueur du règlement soit fixée au 1^{er} janvier 2018, pour permettre au Conseil communal de réfléchir et d'affiner sa position. Je demande également, puisqu'il y a eu des modifications apportées en dernière minute, que le règlement communal de police paraisse dans une prochaine édition de l'Echo Val de Charmey.

M. le Syndic: Vous avez raison. Pour le moment, nous n'avons pas de concept global de parage. Ce concept devra prendre en compte tous les parkings de la commune, en passant par le parking de la télécabine, le centre du village... Nous n'avons pas de solutions actuellement, mis à part le parking du Récard à construire. C'est justement le moment où il faut faire prendre conscience à la population, qu'elle doit parfois se déplacer un peu pour aller parquer son véhicule un peu plus loin. La solution qu'on pourra apporter est prévue, il s'agit du parking du Récard. Il faudra utiliser le mieux possible la place disponible, ce qui veut dire qu'on devra peut-être introduire quelques places en zone bleue devant le Sapin et sur une partie du Village d'en Haut. Nous devons absolument éviter ces voitures ventouses. Concernant la taxe maximale de Fr. 3.-, bien sûr que c'est cher, mais il s'agit d'une taxe maximale contenue dans le règlement. Il est bien clair que le tarif appliqué sera nettement plus bas. Nous aimerions maintenant faire prendre conscience aux gens qu'on ne peut pas simplement venir se parquer au milieu du village et laisser sa voiture toute la journée, voire plus longtemps parfois. Une dernière remarque. Lors de pratiquement chaque assemblée communale, des citoyens se lèvent et nous demandent comment peut-on encore tolérer que des voitures se parquent sur les trottoirs ? Vous avez vu que le Conseil communal a déjà pris certaines mesures par la pose de bacs à fleurs dans des endroits stratégiques, ceci pour empêcher le parage de voitures.

Mme Denise Charrière: Les voitures qui sont mal parquées et qui obstruent la circulation comme devant le Sapin par exemple, pourquoi ne sont-elles pas sanctionnées ? Si vous vous comportez ainsi à Bulle par exemple, vous recevrez une amende.

M. le Syndic : C'est justement pour cette raison que nous avons besoin de ce règlement de police.

M. Gilbert Jacquat: Si l'on accepte ce règlement ce soir, est-ce que les taxes de parage entrent automatiquement en vigueur dès demain ?

M. le Syndic: Non, car le concept global n'existe pas. Ce que nous voulons, c'est d'avoir un socle. On doit avoir ce règlement pour pouvoir agir. On a mis comme exemple parking longue durée au Récard. En effet, il faudra probablement envisager une possibilité de parking longue durée à tarif préférentiel pour les habitants du Village d'en Haut.

M. Gilbert Jacquat: Je suis rassuré. Nous avons 200 places sur le parking des Bains qui nous appartiennent, plus la quarantaine appartenant à la commune. Jusqu'à présent, nous avons vécu en bonne harmonie. Nous n'avons jusqu'à ce jour jamais refusé du monde aux Bains par manque de places de parking. Mais imaginez bien que c'est une épée de Damoclès. Le jour où les autres parkings deviennent payants, nous devons également rendre payant le nôtre. C'est une considération économique et politique qui me gêne. C'est vous qui décidez, et nous suivrons. Merci de ne pas introduire ces taxes sans nous en causer. Nous trouverons à coup sûr une bonne solution ensemble.

M. le Syndic: Nous avons déjà été contactés par Mme Ambühl, votre directrice. Soyez certains que nous ne ferons rien sans en parler avec toutes les autres personnes concernées. Il s'agira d'harmoniser une solution acceptable par toutes les parties.

M. Gérard Stauffer: Je vous remercie pour tout le travail que vous faites. J'aimerais aller dans le sens de certaines interventions concernant le parage. Vous devez avoir un souci de cohérence entre le développement touristique et votre futur concept de parage. Ne faites pas ce qui a été fait au Jaunpass d'introduire une taxe importante pour les promeneurs à la journée. J'aimerais également vous appeler à un peu plus de cohérence concernant les heures de repos. Cela me fait en effet toujours sourire quand on dit de 12h00 à 13h00, temps de silence, mais de 22h00 à 03h00 du matin, on doit subir un tintamarre avec des basses qui s'entendent à 500 m du lieu où elles sont émises. Loin de moi l'idée de dire que l'on ne doit pas s'amuser. Cela fait partie du concept de l'accueil. On peut régler certains problèmes en étant un tout petit peu plus sévère sur certaines longueurs d'ondes sonores qu'on autorise.

M. Nicolas Roschi: Le Conseil communal a fixé ces tranches de 22h00 à 06h00. Il est évident que des manifestations locales devront faire l'objet de certaines exceptions. Mais les autorisations de patente pour une manifestation locale fixent des prescriptions relatives aux émissions sonores. C'est par ce biais là qu'il faudra agir et non par le biais du règlement communal de police.

M. Christian Mauron: Tout d'abord, félicitations au Conseil communal d'empoigner enfin ce problème. Cela fait plus de vingt ans que des interventions allant dans ce sens sont faites à l'occasion d'assemblées communales. Le parking dans le village est anarchique, il est dangereux pour les piétons, les familles, les enfants. Il est grand temps que ce projet se mette en place. Il nécessitera un concept large pour que toutes les couches de la population, les commerces et le tourisme soient pris en compte. Cela devient une vraie urgence. Une autre remarque, contrairement à ce qu'a dit M. Stauffer, la solution adoptée par le Jaunpass est excellente. Le parking est bon marché. Les parkings du Jaunpass étaient majoritairement occupés par des gens qui faisaient de la randonnée, de la raquette, de la peau de phoque, et

qui ne dépensaient pas un centime au Jaunpass. Le fait d'engager des chasse-neige pour déneiger ces places et les entretenir doit être en partie financé par la perception de taxes de parking. Cela me paraît totalement judicieux. On pourrait adopter un peu le même principe sur la place de la télécabine.

M. Gilbert Jacquat: J'aimerais réagir sur la remarque de M. Mauron. Pour moi personnellement, je pense que le Jaunpass n'est pas Charmey. Charmey est un village où l'on vient ne vient pas seulement pour boire un verre. On vient manger, pratiquer des activités, visiter... Le Jaunpass, c'est un peu le même système qu'à la Berra ou au Lac Noir. Ce sont des emplacements où l'on vient pour faire du tourisme, pour faire une activité, et je peux comprendre qu'on perçoive une taxe de parcage. Mais pour nous, pour recevoir des gens dans notre village, faut-il leur demander quelque chose ? Chacun peut se faire sa propre idée.

M. Jean-Pierre Thürler: Je reviens sur cette taxe. Vous dites que c'est Fr. 3.- au maximum, mais aujourd'hui nous ne savons pas combien vous allez demander. Par analogie à ce règlement qui touche essentiellement le domaine public, le jour où la télécabine décide de mettre en place un parking payant, vous imaginez le coût d'une journée de parking à Fr. 3.- de l'heure d'un véhicule de skieurs arrivant à 09h00 du matin et quittant Charmey à 16h00, coût additionné au coût de l'abonnement et du repas de midi au restaurant d'altitude ? C'est absolument insupportable. Je ne suis pas contre payer une taxe, mais aujourd'hui c'est l'inconnue totale concernant le montant qui sera appliqué. Si nous acceptons le règlement avec ce montant, il est exécutoire et on ne pourra plus rien y changer.

M. le Syndic: Vous connaissez le problème des remontées mécaniques mieux que quiconque. Nous n'allons pas demander Fr. 3.- par heure pour des gens qui viennent skier. Nous en avons discuté au sein du Conseil et nous sommes d'avis que Fr. 5.- par jour serait correct. C'est à peu près les tarifs pratiqués dans d'autres stations. Il faudra être flexible dans l'application du règlement dont on discute, et cela nécessitera encore un travail de mise au point. Le parking du Récard ne sera pas disponible demain. Nous aimerions tout de même prendre certaines mesures, telles que l'introduction d'une zone bleue partielle, dans les meilleurs délais.

M. Jean-Pierre Thürler: Dans le sens des Fr. 3.- de l'heure, aujourd'hui il y a trop d'incertitudes quant à l'application de ce montant. Je fais une proposition formelle d'abaisser ce montant maximum à Fr. 2.-/heure. Le Conseil communal aura toujours la possibilité de modifier ce montant vers le haut comme vers le bas.

M. le Syndic: Je vous remercie de votre proposition qui me paraît être une bonne proposition. Je vais consulter le Conseil communal et je suspends donc la séance pour quelques minutes.

Reprise de l'assemblée: L'avis du Conseil communal est relativement simple. Il maintient sa position de fixer dans le règlement une taxe pouvant aller de Fr. 0 à Fr. 3.- de l'heure. Y-a-t-il d'autres questions ? Ce n'est pas le cas.

Je demande donc à celles et à ceux qui acceptent ce nouveau règlement de police de bien vouloir le faire par main levée.

Résultat du vote: le règlement de police est accepté à une très large majorité, 3 contre-propositions et 6 abstentions

5. Divers

M. le Syndic : Y-a-t-il des questions dans les divers ?

M. François Guex: Monsieur le Syndic, Mesdames, Messieurs, je me permets tout d'abord de féliciter le Conseil communal pour la brillante gestion des finances communales 2016. Mais, me référant à l'art. 17 de la Loi sur les communes, je sou mets la proposition suivante : compte tenu des comptes communaux tels qu'ils nous ont été présentés, le Conseil communal examine la possibilité d'une baisse d'impôt de 89.8% à 80% dans le cadre de la préparation du budget 2018. En effet, vu que les comptes ont permis de procéder à des amortissements supplémentaires de Fr. 1'200'000.-, le versement Fr. 900'000.- aux remontées mécaniques, j'estime qu'il est grand temps de songer à soulager les finances des contribuables. Une réduction de 10 points, arrondis, de l'impôt sur le revenu et la fortune devrait représenter Fr. 650'000.- à Fr. 700'000.-. Etant donné la volonté manifestée de réduire le soutien à nos installations de remontées, il resterait suffisamment de moyens pour procéder à des entretiens d'infrastructures qui sont urgents. Evidemment « gouverner » ne consiste pas à « goudronner », mais certaines routes sont dans un état préoccupant : route Vers-Saint-Jean, Champ des Moulins, Route des Revers et j'ajouterais que dans le quartier qui me concerne et qui concerne également certain citoyens, l'éclairage au Sapex d'en haut ne serait pas un luxe. De plus, il serait temps de songer à doter d'un véritable outil de travail notre vaillante équipe de l'édilité, et d'un bâtiment digne de ce nom pour une commune de 2'500 habitants. En effet, rien n'a été fait depuis des lustres en Lodzetta. Deux pièces de dimension raisonnable pour l'administration de l'édilité ainsi que pour la Corporation forestière ne seraient pas un luxe, tout comme une cafétéria et des locaux sanitaires acceptables. Je ne souhaite pas simplement une réponse rapide ce soir, car le conseil communal dispose d'une année pour y répondre conformément à la loi sur les communes. Merci de votre attention.

M. le Syndic : M. Guex, je vous remercie pour ces propositions. Le conseil communal en prend acte. Nous espérons déjà vous donner une réponse lors de la prochaine assemblée du budget. Nous aurons fait les calendriers de tous les travaux cités tout à l'heure qui sont à faire. Nous aurons une vision financière beaucoup plus précise même si je ne sais pas encore si on pourra satisfaire entièrement votre demande, mais au minimum, on pourra donner une vision plus précise de l'avenir financier communal. Nous prenons acte et nous reverrons cela à l'assemblée du budget. Merci de votre intervention. Est-ce qu'il y a encore d'autres interventions ?

M. Christian Charrière: Je me suis opposé au procès-verbal, c'est juste parce qu'on devait me répondre sur cinq points soulevés lors de l'assemblée de décembre, et seules deux questions ont obtenu réponse. J'avais également posé une question concernant les Audèches. Il avait été dit que si erreur il y avait, elle serait corrigée. Qu'en est-il ? Nous sommes bientôt le 1^{er} juin et les bêtes vont alper.

M. le Syndic: Monsieur Charrière, vous avez raison. Lors de l'assemblée communale du 26 septembre 2016, le Conseil avait informé les citoyens que l'attribution d'un alpage communal était contestée.

A l'heure actuelle, l'exploitant qui s'estime lésé a pris un avocat pour défendre son point de vue, la commune en a fait de même.

D'après les dernières informations dont je dispose, les deux défenseurs sont en train d'échanger leurs arguments et leurs interprétations d'une législation relativement compliquée.

Le Conseil communal n'est pas en possession d'informations supplémentaires et une réponse plus détaillée n'est pas possible actuellement.

M. Christian Charrière: Je vous remercie de votre réponse. Juste une suggestion pour l'avenir, attendez au moins une semaine avant de signer un contrat. Cela évitera beaucoup de problèmes.

M. Fabrice Bourquenoud : Je parle au nom du groupe PS et Indépendants de la Vallée de la Jogne. Mesdames, Messieurs, le groupe PS et Indépendants considère la préservation et l'amélioration du service public comme une priorité. Nous profitons de cette intervention pour saluer le travail des employés communaux qui en sont les acteurs au quotidien. La prochaine prolongation du RER Fribourg-Bern jusqu'à Broc va amener une importante réorganisation du réseau de transports publics en Gruyère. Ces changements apporteront une réelle opportunité d'amélioration de l'horaire de nos deux lignes de bus. Nous nous réjouissons par ailleurs des efforts engagés par le Conseil communal pour combler les vides de 07h12 à 07h45, et du soir des horaires de bus. Nous demandons au Conseil communal de continuer de suivre ce dossier avec attention. D'autre part, les socialistes et indépendants du Val-de-Charmey s'alarment particulièrement de la menace pesant sur la poste de notre commune. En effet, la poste étudie la possibilité de fermeture de l'office postal de Charmey. A l'exception de l'office de Bulle Condémine, la totalité des bureaux de poste gruériens sont soit menacés, soit on déjà reçu une décision de fermeture définitive tels que les offices de la Tour-de-Trême et de la poste principale de Bulle. Pour ceux qui s'intéressent de plus près à cela, un dossier est disponible d'ailleurs sur le site www.syndicom.ch. Notre groupe estime que cette fermeture représenterait un dommage irréparable pour la vallée. C'est pourquoi dans l'intérêt de la population et de l'économie locale, le groupe PS et Indépendants presse le Conseil communal d'adresser une lettre à la Poste Suisse SA et à son autorité titulaire l'OFCOM pour leur signifier son refus catégorique de toute diminution de prestation ou fermeture de cet office, ainsi que le soutien et l'attachement de la population à son bureau de poste. Mesdames, Messieurs, je vous remercie pour votre attention.

M. le Syndic : Merci pour vos remarques. Tout d'abord concernant les bus, il est bien clair que l'arrivée du RER va transformer en somme les transports dans cette vallée et la Gruyère. Il est clair que le Conseil communal travaille d'une façon intensive sur les possibilités qui seront offertes. Nous avons participé il y a peu à une réunion préfectorale qui nous a donné toutes les informations nécessaires là-dessus. Je laisse la parole à M. Bruno Clément qui va donner une information complémentaire.

M. Bruno Clément: Je vous informe d'un changement important, mais seulement à l'horizon 2022, une nouvelle ligne touristique qui reliera le Jaun et Moléson en passant par Broc verra le jour. De ce fait, les voyageurs de Charmey à destination de Bulle devront effectuer un changement à Broc pour prendre le train. Cela ne sera pas plus long que la variante actuelle. C'est le seul changement lié à l'arrivée du RER à Broc.

M. le Syndic : Au sujet de la Poste, le Conseil communal, déjà lors de la dernière législature, lorsque nous avons entendu que la Poste allait déménager, a pris contact avec la poste, et a fait exactement ce que vous demandez, c'est-à-dire lister tous les services nécessaires à une commune comme Val-de-Charmey. La poste à l'époque nous a dit que ce n'était pas prévu

fait exactement ce que vous demandez, c'est-à-dire lister tous les services nécessaires à une commune comme Val-de-Charmey. La poste à l'époque nous a dit que ce n'était pas prévu qu'elle ferme. Il semblerait que notre office fonctionne mieux que les autres. Maintenant, il serait très étonnant que la Poste décide de fermer l'Office se trouvant à Charmey, étant donné qu'ils viennent d'emménager dans leurs nouveaux locaux. Cela n'empêche pas que vous avez raison dans le sens que nous devons être extrêmement attentifs. Nous prenons acte de votre requête d'envoyer un courrier à la Poste et le Conseil communal statuera à ce sujet. Y-a-t-il d'autres questions ?

M. Gilbert Jacquat: Ceci est ma dernière intervention. Je tiens à intervenir à propos des comptes. J'avais déjà fait la remarque lors de la dernière législature, et comme c'est votre première année, je profite de la faire tout de suite pour ne pas répéter cette affaire pendant 5 ans. Je vous prie de bien vouloir également commenter le bilan. Dans celui-ci, il y a un poste qui est important, car derrière il y a beaucoup de choses. C'est le poste débiteurs et impôts transitoires. Pourriez-vous tenir compte des impôts « en retard » et nous donner ce chiffre pour les années futures. Ainsi, je n'aurai pas besoin d'intervenir dans les divers.

M. le Syndic: Je vous remercie pour votre intervention. Nous prenons en compte qu'il faudra commenter le bilan pour les prochaines fois. Quant aux impôts transitoires, c'est justement tout le système qui est mis en place maintenant avec l'aide de cette fiduciaire. Cela va être fait, et nous serons capables de donner ici les chiffres pris en compte.

M. Gérard Stauffer: J'aurais juste une remarque, je reviens sur le sujet de la Poste. J'aimerais vous encourager chers citoyens. Ce n'est pas juste une affaire du Conseil communal, c'est une affaire de chacun d'entre vous d'aller faire ses paiements à la poste à Charmey, et pas par e-banking, car tous ceux qui le font par e-banking contribuent à la fermeture des bureaux de poste. Allez donner du travail à M. Balmer et son équipe.

M. Vincent Bugnard: Reste-t-il des terrains communaux constructibles à vendre ? Dans le quartier de la Hêtraie, nous avons vendu une parcelle communale il y a je pense 3 ans à une famille qui est arrivée à Charmey il y a 4 ans. Cette maison a été construite avec des matériaux importés de l'étranger, avec de la main d'œuvre étrangère et maintenant cette maison est mise en vente. Je ne trouve pas tout à fait normal, car nous avons des jeunes de Charmey qui cherchent du terrain, et que des gens comme ça puissent bénéficier d'un bon prix du terrain.

M. le Syndic: Ce problème m'est inconnu.

M. Bruno Clément: La commune a fait toutes ces dernières années avec le quartier de la Hêtraie et celui des Serres, un travail dans ce sens-là, mais actuellement, je peux vous dire que nous n'avons plus beaucoup de terrains en zone d'habitation à faible densité pour des villas. Nous avons du terrain comme le Riau de la Maula en zone d'intérêt général et zone mixte mais qui n'est pas destiné à de la résidence à faible densité. M. Nicolas Roschi va apporter quelques compléments à ma déclaration.

M. Nicolas Roschi: Je confirme que nous n'avons plus aucun terrain à part celui du Récard et au Riau de la Maula qui sont des terrains plutôt voués à des projets d'intérêt public et économiques. Pour répondre à la problématique de manière globale, pas seulement la commune mais tout propriétaire, il reste peu de terrains disponible pour construire sur Val-de-Charmey. Tout ceci est lié avec les moratoires en vigueur sur la zone à bâtir actuellement. Vous connaissez un peu le problème, nous ne pouvons pas étendre la zone à bâtir pendant

M. Vincent Bugnard : Ma demande est que si à l'avenir nous avons de nouveau du terrain communal, le terrain puisse être gardé pour les jeunes de la région, de Charmey. Ne plus vendre à une famille qui arrive là et qui n'a jamais payé des impôts et qui bénéficie d'un prix très concurrentiel et que deux ans après la maison soit à vendre. Surtout que dans ce cas-là, toute la main d'œuvre, les matériaux viennent de Roumanie.

M. le Syndic : C'est un cas que je ne connais pas. Je sais seulement que dans le cas du quartier des Serres, nous avons fait des critères extrêmement précis. Si cela n'a pas été fait pour la maison dont vous parlez, je ne peux pas le comprendre. Il est bien clair que si la Commune avait à nouveau la possibilité d'avoir des terrains en zone à bâtir à disposition, je ne vois pas ce qui empêcherait le Conseil communal de faire une liste de critères précise, et de donner la priorité non seulement aux habitants, mais également aux gens qui ont une famille.

M. Bruno Clément : Je répète que la commune n'a plus de terrains à bâtir. Il reste environ 130'000 m² de terrains, mais ils sont en mains de privés. Des projets sont en cours.

Mme Nathalie Savary: Je souhaiterais avoir une précision concernant un article qui est paru dans l'Echo Val-de-Charmey au sujet du transport des enfants pour la rentrée scolaire. Sachant que maintenant les transports sont régis par la Commune et non plus par l'Etat. Il a été entendu que les trajets seront effectués par les lignes TPF même pour les petits de 4 ans de l'école infantine. Je souhaite connaître la décision qui a été prise pour la rentrée 2017.

Mme Viviane Gachet: Bonsoir, je vais répondre à votre question. Pour la rentrée 2017, il n'y a rien qui change. Un contrat avec CarPostal a été résilié. Du côté de Châtel-sur-Montsalvens et Crésuz ça sera les TPF qui vont organiser les transports avec un bus de 40 places et viendront chercher les enfants dans les villages respectifs. Pour Charmey, il n'y a aucun changement. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé au niveau des parents. Il y a eu plusieurs discussions mais malheureusement personne n'a contacté le Conseil communal pour avoir des explications. Je peux vous assurer que vos enfants sont en sécurité dans les transports scolaires et pris en charge dans chaque village. J'espère avoir répondu à votre inquiétude.

M. le Syndic: Y-a-t-il d'autres questions. Cela ne semble pas être le cas. Avant de terminer cette assemblée, j'aimerais revenir sur celle du 26 septembre 2016, l'assemblée dédiée au complexe scolaire et associatif.

Lors de cette réunion, en fin d'assemblée, Monsieur Nicolas Remy avait posé la question de savoir si la paroisse ne pourrait pas participer aux frais ou, formulé différemment, si la salle communale ne pourrait pas devenir également salle paroissiale.

L'exécutif est entré rapidement en discussion avec Monsieur Savary, Président du Conseil de paroisse et les deux conseils se sont rencontrés le 24 janvier dernier.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de dire que la paroisse et la commune sont en voie de trouver un accord intéressant pour les deux parties, accord qui devrait se concrétiser rapidement.

Aussi, le Conseil communal souhaite remercier vivement Monsieur Nicolas Remy pour sa suggestion et le Conseil de paroisse présidé par Monsieur Pierre Savary pour sa proposition constructive.

Monsieur le vice-syndic, désirez-vous apporter quelques détails sur ces tractations entre la paroisse et la commune ?

M. Etienne Genoud: Le 6 février 2017 a eu lieu une rencontre entre les délégations du conseil de paroisse et du conseil communal de Val de Charmey avec pour sujet une éventuelle participation financière de la paroisse à la construction de la salle associative et à son exploitation.

Le dialogue a été d'emblée très constructif et le conseil de paroisse proposait une participation proportionnelle à sa capacité fiscale comparée à celle de la commune, soit environ 7%. Elle demandait à la commune de rechercher une forme juridique la plus simple et la plus pratique possible. Le notaire consulté a fait la proposition suivante. Pour des raisons d'efficacité et de simplicité juridique la commune resterait maître d'ouvrage de la construction de la salle et son unique propriétaire. Les souhaits de la paroisse concernant son utilisation seraient précisés dans un règlement d'usage soit :

- la paroisse serait en deuxième ordre de priorité derrière la commune pour la réservation de la salle.
- la paroisse donnerait en décembre son calendrier pour l'année suivante.
- elle aurait à disposition une clef de la salle déposée à la cure.
- les événements importants réservés pour la paroisse seraient : le concert du chœur mixte, 3 à 4 apéritifs/an lors des fêtes paroissiales en cas de mauvais temps, 2 à 3 assemblées de paroisse par an, 10 x un jeudi soir ou un samedi matin pour le parcours de confirmation, 2 réunions du soir pour les parents des 1ers communiantes et 3 à 4 vendredis de Carême pour la soupe de midi.
- c'est la commune qui tiendrait le registre des réservations de la salle.
- elle garderait sa dénomination de salle associative.
- la paroisse participerait pour 7% à l'excédent de charges de l'exploitation spécifique de la salle.

Comme vous le savez certainement, le 29 mars dernier, l'assemblée paroissiale ordinaire de Val de Charmey a voté une participation de Fr. 300'000.- à la construction de la salle associative sur un budget de Fr. 4'150'000. C'est une excellente nouvelle pour les finances de la commune mais surtout un signal fort que paroisse et commune travaillent ensemble pour répondre aux besoins des paroissiens et des citoyens.

Afin que cette participation et ces conditions soient » gravées dans le marbre « pour une durée de 75 ans, le règlement d'usage devrait être soumis, selon le notaire, à l'approbation, d'une part de l'assemblée paroissiale et, d'autre part de l'assemblée communale. Par la suite les problèmes de gestion de la salle seraient discutés au niveau des deux conseils. Dès que le règlement d'usage aura été peaufiné par les deux conseils et vérifié conforme dans sa forme juridique par le notaire, il sera soumis aux deux assemblées législatives respectives pour approbation.

M. le Syndic: Il y a encore une information que l'exécutif peut faire partager à l'assemblée, elle concerne le PAD du Clos des Charrières.

Une majorité d'entre vous se souvient certainement de ce projet du Clos des Charrières avec des bâtiments s'approchant des 20m de hauteur. Dans un premier temps le Conseil communal avait signalé au promoteur ne pas prendre de décision avant la pose de gabarits. Ensuite, suivant les réflexions de la Commission d'aménagement, l'exécutif avait demandé la suppression d'un étage sur tous les bâtiments.

Aujourd'hui, le Conseil informe l'assemblée que ce projet est abandonné par le promoteur. Cela ne veut pas dire qu'un autre projet, déposé par un autre promoteur, ne sera pas proposé. Mais actuellement, le projet du Clos-des-Charrières est abandonné.

Je passe maintenant à une autre information concernant l'introduction du Conseil général lors de la prochaine législature. Le Conseil communal désire vous informer que ce point figurait à sa dernière réunion et que l'exécutif, après les deux séances d'informations des 9 et 31 mars, s'est déplacé à Attalens pour suivre une séance du Conseil général veveysan. Suite à ces informations, l'exécutif se déclare favorable à l'unanimité à l'introduction d'un Conseil général à Val-de-Charmey dès la prochaine législature. La récolte des signatures doit avoir lieu entre le 1^{er} avril et le 29 juin 2017.

Voilà Mesdames et Messieurs nous sommes au terme d'une assemblée plus fournie que prévue, mais une assemblée qui nous a permis de constater les chiffres noirs foncés des comptes communaux 2016. Cette situation est positive, l'exécutif espère qu'elle se poursuivra encore cette année, sachant que de gros investissements nous attendent bientôt. Les frais financiers du complexe scolaire, les travaux du Village d'En Haut, la route et le parking du Récard, la traversée du village sont des projets qui conditionneront bientôt la comptabilité communale.

Lors de l'Assemblée du budget, en fin d'année, l'exécutif soumettra à l'Assemblée le calendrier des nouvelles dépenses et le plan financier en découlant. D'ici là, je lève l'assemblée et vous souhaite bonne rentrée et bonne soirée.

Fin de l'assemblée : 21h35

Au nom de l'Assemblée communale

Le Secrétaire

Le Syndic

Jean-François Rime

Yves Page